



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SOMMAIRE	
AFRIQUE SEMAINE DU 14 AU 20 JANVIER 2019	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	5
AMERIQUE LATINE.....	18
ASIE – PACIFIQUE.....	21
EUROPE.....	21
PROCHE & MOYEN ORIENT'	24
RUSSIE.....	28

Sorbonne Université, 1 rue Victor Cousin, 75005 Paris
contact@nemrod-ecds.com



AFRIQUE

TUNISIE : LA CELEBRATION DU 8EME ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION ENTACHEE PAR UNE PLAINTE D'ABUS DE POUVOIR CONTRE LE PRESIDENT BEJI CAÏD ESSEBSI

Les ONG I-Watch et Al-Bawsala, ainsi que le rédacteur en chef de Nawaat, blog collectif de cyber-activistes tunisiens, ont annoncé ce lundi 14 décembre avoir déposé plainte contre l'actuel président pour « abus de pouvoir ». Selon la plainte, Béji Caïd Essebsi a accordé la grâce présidentielle à un de ses proches, récemment condamné pour corruption. Au-delà des considérations d'ordre juridique que soulèverait cette action, cette plainte ne fait que renforcer le climat de défiance vis-à-vis du gouvernement tunisien, déjà confronté à une large contestation sociale.

Les deux ONG, respectivement spécialisées dans la lutte anti-corruption et l'évaluation du travail législatif, estiment en effet que l'actuel président de 92 ans, élu à la suite de la révolution de 2014 menant à la chute de Ben Ali, a usé de pratiques despotiques afin de gracier Borhane Bsaïes. Ce proche de Hafehd Caïd Essebsi, fils du président et actuel président du parti Nidaa Tounes, a en effet été condamné en octobre 2018 pour emploi fictif au sein de la Société tunisienne d'entreprises de télécommunication (Sotetel). Gracié dans la foulée par le président, la plainte estime que les motifs personnels qui sont intervenus dans la décision sont dignes des méthodes employées pendant l'ère Ben Ali.

La procédure, actuellement passée au crible par le tribunal administratif, a pris une dimension politique à travers le choix symbolique des plaignants de déposer la plainte le jour du 8^{ème} anniversaire de la révolution. Alors que cette dernière fut déclenchée par l'immolation par le feu du vendeur ambulant Sidi Bouzid, la dénonciation des abus du président menace désormais de mettre le feu aux poudres. A quelques mois des élections nationales, prévues fin 2019, le gouvernement tente difficilement d'apaiser la vague de mécontentement populaire, menée tambour battant par le syndicat UGTT.

COTE D'IVOIRE : LAURENT GBAGBO TOUJOURS EN ATTENTE DU VERDICT FINAL DE LA COUR PENALE INTERNATIONALE

L'avenir de Laurent Gbagbo et de son ancien Premier ministre, Charles Blé Goudé, est plus que jamais incertain. Le procès des deux hommes, accusés de crimes contre



l'humanité perpétrés à l'issue des élections présidentielles de Côte d'Ivoire en novembre 2010, avait débuté en janvier 2016 à la Haye. Le refus de Gbagbo de céder le pouvoir à Alassane Ouattara, alors premier candidat d'opposition, avait plongé le pays d'un véritable chaos et dans un climat de violence, faisant environ 3000 morts jusqu'en avril 2011. Le procureur de la CPI avait notamment affirmé que Gbagbo avait tout fait pour rester au pouvoir, faisant appel aux forces de l'ordre et à des milices politiques chargées de prendre pour cible les partisans de l'opposition, avérés ou supposés, à Abidjan et dans le nord du pays. L'ancien chef d'État, parmi d'autres actes considérés comme un crime contre l'humanité, était notamment accusé d'avoir été co-auteur indirect de meurtres, de persécutions et de violences sexuelles.

Bien que ce ne soit pas la première fois qu'un chef d'État se trouve accusé par la CPI, Gbagbo est le premier ancien dirigeant étatique à être jugé. Les tribunaux internationaux précédents ont jugé d'anciens chefs d'État, mais pas la CPI.

Le procès Gbagbo et Blé Goudé fut hautement politique, malgré les affirmations à l'époque du procureur Fatou Bensouda selon lesquelles « ce procès n'a pas pour objet de déterminer qui a remporté les élections de 2010. Il ne s'agit pas non plus de savoir qui aurait dû remporter ces élections. Trente-et-un jours d'audience ont été consacrés à la présentation des preuves du Procureur et 82 témoins ont comparu devant le tribunal et par vidéoconférence ; des milliers de documents ont été exploités, des centaines de requêtes et décisions ont été déposées. Le 4 juin 2018, la Chambre a déclaré que la présentation des preuves du Procureur était close.

Le 15 janvier 2019, le verdict tombait enfin : les juges de la première Chambre d'instance de la CPI ordonnaient la libération immédiate de MM. Gbagbo et Blé Goudé, après les avoir disculpés de tout rôle dans la vague de violences post-électorales. A la sortie du Tribunal, la fille de l'ancien Président annonçait ainsi que son père souhaitait rentrer en Côte d'Ivoire après avoir passé sept ans en détention. Cependant, deux jours après, les procureurs détruisaient tout espoir d'une libération rapide en faisant appel de la décision de la Chambre de première instance. Le 18 janvier, à la majorité des juges, la Chambre d'appel donnait gain de cause à l'Accusation en décidant l'annulation de la libération des deux accusés. Une nouvelle audience est programmée pour le 1^{er} février, tandis que d'autres arguments seront entendus d'ici au 29 janvier, en particulier les réponses de MM. Gbagbo et Blé Goudé.

EN PLEINE CRISE SECURITAIRE, LE GOUVERNEMENT BURKINABE DEMISSIONNE

Selon un communiqué de la présidence du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré a accepté la démission de l'ancien premier ministre Paul Kaba Thiéba ainsi que celle de son gouvernement. Le nom et la date de nomination du nouveau premier ministre ne sont pas encore divulgués, mais l'annonce ne devrait pas tarder, puisque



le Burkina Faso doit faire face à une crise sécuritaire qui s'accroît ces dernières semaines. Depuis trois ans, des attaques djihadistes se succèdent au nord du pays, jusqu'à se concentrer dans les régions de l'Est, frontalières du Togo et du Bénin, faisant plus de 270 morts depuis 2015 dont 60 à Ouagadougou après trois attentats. L'armée ne parvenant pas à endiguer le phénomène, l'Etat d'urgence a été déclaré fin décembre dans plusieurs provinces (Hauts Bassins, Boucle du Mouhoun, Centre Est, Est et Nord). Il permet d'étendre les pouvoirs des forces de défense et de sécurité, ainsi que de restreindre certaines libertés fondamentales (liberté de circulation, de réunion, de l'inviolabilité des domiciles par le biais des perquisitions, etc...). Plusieurs occidentaux sont toujours détenus, enlevés ou disparus au Burkina Faso. Mercredi 16 janvier, le corps du canadien enlevé mardi soir a été retrouvé criblé de balles à Siéga. Géologue employé par la compagnie Progress Minerals, il avait été enlevé après une attaque sur un des sites de l'entreprise menée par des commandos islamistes. Un italien et sa compagne canadienne sont également portés disparus depuis mi-décembre alors qu'ils tentaient de franchir la frontière pour le Togo afin de rejoindre une mission humanitaire.

Ces enlèvements égrènent l'actualité du Burkina Faso : ils sont attribués aux djihadistes d'Ansaroul Islam, au groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et à divers autres groupuscules, sans que le gouvernement ne puisse apporter une réponse probante. Selon RFI, la démission fait suite à la volonté du président d'impulser une nouvelle politique, à la fois consistante sur le plan sécuritaire mais également social (samedi 19 janvier, cinq personnes ont été tuées par balles à Orodara suite aux heurts qui opposent la police à la jeunesse). Face à la menace djihadiste à l'Est, seul le Togo semble avoir pris les mesures nécessaires, avec le détachement d'un contingent pour surveiller la frontière Nord.

NIGERIA : L'ORGANISATION ÉTAT ISLAMIQUE PLONGE L'OUEST DE PAYS DANS LA TERREUR

Les raids menés cette semaine par les éléments de l'organisation État islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWA) ont forcé des milliers de civils à fuir leur domicile temporaire dans le nord-est du Nigéria cette semaine.

Le 13 janvier, les djihadistes de l'ISWA ont attaqué une base militaire située près de la ville de Magumeri, dans l'État de Borno. Dans la nuit du 13 au 14, les assaillants frappèrent la localité de Rann, village de fortune situé près de la frontière entre le Nigeria et le Cameroun, contrôlé par l'armée, et destiné à accueillir les personnes déplacées. Tandis qu'une source militaire nigériane confirmait à Reuters que les terroristes avaient pris le contrôle du village après une nuit d'affrontements. Tandis que certains soldats se sont empressés de fuir, entraînant la population dans leur



sillage, l'armée nigériane annonçait mardi matin avoir repris le contrôle de la localité après le lancement d'une contre-offensive.

Une majeure partie de la population en fuite a trouvé refuge à Bodo, au Cameroun voisin. D'après Hugues Robert, responsable de Médecins sans frontières au Nigéria, l'équipe de Bodo avait déjà accueilli 8000 personnes mardi soir et en attendait encore quelques milliers d'autres.

Au climat de terreur qui règne dans la région s'ajoute celui de la confusion : de nombreux commentateurs font référence aux combattants de l'ISWA en tant que membres de Boko Haram. Si les deux organisations ont des racines communes, elles sont pourtant distinctes l'une de l'autre.

Le dirigeant de Boko Haram, Abu Bakr Shekau, avait juré allégeance à Abu Bakr al-Baghdadi, allégeance acceptée par le porte-parole de l'État islamique. Pendant un certain temps, Shekau fut le principal représentant de Baghdadi en Afrique de l'Ouest. Après une querelle politique en 2016, l'État islamique a nommé Abou Moussab al Barnaoui gouverneur, de sa « province » d'Afrique de l'Ouest.

Au début de l'année 2018, les Etats-Unis désignaient l'ISWA comme une organisation terroriste, tout en précisant que les deux factions s'étaient séparées. Barnawi, fils du fondateur de Boko Haram Mohammed Yusuf, et ancien porte-parole du groupe est désormais à la tête de l'ISWA depuis l'été 2016.

AMERIQUE - ETATS-UNIS

TEST EN VUE POUR LES PROTOTYPES DE *MOBILE PROTECTED FIREPOWER* (MPF)

Le projet de *Mobile Protected Firepower* (MPF) devrait être expérimenté prochainement alors que les deux concurrents industriels en lice, *BAE Systems* et *General Dynamics Land Systems* doivent fournir douze exemplaires de leurs prototypes. Le but premier de l'expérimentation : tester le blindage face à une pléthore de munitions allant de l'arme à feu à la roquette. Ce test doit permettre d'avancer dans le choix du modèle qui devrait avoir lieu pour 2022, et aboutir à la construction de 500 véhicules.

Le projet MPF a pour finalité le développement d'un appareil blindé permettant tout



à la fois d'accompagner dans leur déplacement les unités d'infanterie et de leur proposer une plateforme de protection efficace. Les prototypes devront donc répondre aux prérogatives du combat d'infanterie d'aujourd'hui, notamment la défense anti-aérienne contre les drones et les hélicoptères. Le projet doit subvenir à la nécessité au sein des brigades d'infanterie de disposer d'une puissance de feu mobile, capable d'intervenir dans des espaces restreints ou exigeants tels que les montagnes, les littoraux ou les zones urbaines. L'engin est aussi prévu pour être hautement déployable, un *C-17* de l'*US Air Force* devrait pouvoir en embarquer deux. La capacité aéro-largable est cependant aujourd'hui mise de côté, l'administration préférant une meilleure protection pour les soldats : le véhicule devrait ainsi atteindre les 30 tonnes, alors que son homologue russe (*2S25 Strut*) n'atteint que les 18 tonnes. Il semblerait alors que les Etats-Unis fassent le choix inverse de la Russie, de favoriser un engin moins mobile (mais qui en cela est plus proche de la mobilité propre au fantassin) mais offrant tout de même une bonne capacité de franchissement (choix d'un véhicule chenillé), disposant d'un blindage conséquent et d'une bonne puissance de feu (le prototype de *BAE systems* devrait proposer un canon de 105mm automatique avec une cadence de 12 obus par minute). Les deux pays ont ainsi fait des choix qui les mèneront à des modèles d'infanterie différents à moyen terme, sans pour autant connaître la réalité de la guerre future qui validera l'un des deux. Cependant, comme l'analysent certains spécialistes américains, le développement actuel des technologies fait perdre l'importance d'un trop grand blindage au bénéfice des véhicules plus légers. Ainsi le rapport blindage – mobilité qui semblait équilibré au 20^{ème} siècle ne l'est plus de nos jours, la protection des chars d'assaut n'étant plus uniquement fournie par l'épaisseur du blindage, mais par une série d'action défensive allant des blindages réactifs aux mesures technologiques et électromagnétiques.

LE PENTAGONE AU CŒUR DES TENSIONS AUTOUR DU MUR A LA FRONTIERE MEXICAINE

La mission de sécurité assurée par les soldats américains le long de la frontière mexicaine devrait être prolongée jusqu'au 30 septembre pour les forces de l'armée américaine déjà déployées. Ceci devrait concerner environ 6000 hommes, dont 2000 appartenant à la *National Guard* et intervenant régulièrement auprès du *Customs and Border Protection*. Cette demande, transmise par la *Homeland Security Agency* au *Département of Defense* a été publiquement acceptée par le secrétaire à la Défense par intérim, Patrick Shanahan. Pour cela, les forces devraient converger vers le sud-ouest, où elles mèneront des missions de renforcement des points d'entrée ainsi que des patrouilles de détection. Le Pentagone devrait également fournir un appui aérien à la surveillance.



Cette annonce prend place dans le contexte du *shutdown* qui frappe l'administration fédérale du fait des tensions politiques autour de la construction du mur à la frontière avec le Mexique et qui touche aussi directement l'*US Army*. En effet, Donald Trump, face au blocage du Congrès sur la question, a annoncé que la construction pourrait être prise en charge directement par l'*Army* s'il décrétait l'état d'urgence nationale. Questionné à ce sujet, le secrétaire de l'*US Army*, Mark Esper, a affirmé que ce n'était pas le rôle des ingénieurs militaires, qui ne pourraient avoir dans l'affaire que la responsabilité de contracter avec un constructeur privé. De fait, l'*US Corps of Engineers*, qui contient des civils, a pour finalité l'aménagement des projets militaires ou, dans le cas civil, des infrastructures spécifiques telles que les ports ou les barrages. Cependant, la controverse pourrait être plus importante, le Président songeant à ponctionner dans le budget inutilisé de ce corps pour financer le mur, si jamais le Congrès s'y opposait. Selon le *Washington Post*, la Maison Blanche aurait demandé au Pentagone d'étudier les projets civils qui pourraient être sacrifiés au bénéfice du mur.

PUBLICATION DE LA MISSILE DEFENSE REVIEW

Jeudi 17, le président Trump a procédé à la présentation, avec beaucoup de retard sur le calendrier prévisionnel, de ce document d'une importance majeure qui trace les grandes lignes et priorités de la stratégie américaine en matière de défense antimissile. Les retards successifs de la publication de cette *Missile Defense Review* (MDR) très attendue seraient dus, selon de nombreuses sources, au réchauffement des relations entre Washington et Pyongyang afin d'éviter que son contenu ne soit vu comme dirigé contre la menace balistique nord-coréenne et ainsi de préserver la poursuite des négociations bilatérales.

Dans cette MDR, le Pentagone décline un large panel d'options dédiées à la lutte anti-missile balistique dont les points saillants sont les suivants :

- Utilisation du missile SM-3 et du F-35 dans la lutte contre les ICBM :

Le missile *SM-3 Block IIA*, embarqué à bord de certains navires de l'*US Navy* mais aussi de la marine japonaise, était jusqu'ici dédié à la lutte contre les missiles balistiques de portée courte et intermédiaire. Il avait par ailleurs été expérimenté comme arme antisatellite. Le Pentagone envisagerait d'étendre ses missions à la défense contre missiles balistiques intercontinentaux au cours de l'année 2020, ce qui permettrait de disposer d'un système de défense réparti à travers le globe du fait du déploiement de l'*US Navy* dans les différents océans.

Le *F-35* avait initialement été envisagé par le Pentagone comme moyen d'interception ABM, mais cette option ferait désormais plutôt place à son utilisation pour traquer et détruire les unités mobiles de lancement de missiles (auxquelles la



Corée du Nord a largement recours).

- Déploiement de drones équipés de lasers : l'idée serait de détruire les ICBM lors de la phase d'accélération (« *boost* »). La faisabilité technologique de cette option demeure sujette à caution puisqu'aucun système à énergie dirigée n'a été suffisamment miniaturisé pour être embarqué sur un drone, sans compter la question de l'autonomie nécessaire pour effectuer une telle mission.
- Déploiement de capteurs spatiaux : l'enjeu serait de disposer d'un réseau de capteurs conférant une capacité d'alerte précoce, de suivi et d'identification des missiles. La forme que revêtirait un tel système n'est pas encore arrêtée. Est évoquée la possibilité d'un réseau éclaté, articulé autour de satellites plus petits et moins onéreux que les systèmes actuels. Placer des capteurs sur des satellites civils serait également envisagé.
- Déploiement d'intercepteurs spatiaux : il s'agit de l'option la plus controversée. La *MDR* évoque cette possibilité de placer des intercepteurs sur des satellites en orbite, sans pour autant appeler d'investissement dans cette direction.
- Lutte contre les armes hypersoniques : il s'agit d'une priorité du Pentagone depuis désormais plusieurs années, alimentée par les progrès rapides de la Russie et de la Chine en la matière.
- Possible création d'un troisième site de défense ABM sur le territoire national.
- Adoption d'une posture plus agressive fondée sur l'idée que le système ABM représente un facteur de stabilisation stratégique. Ce point fait l'objet de débats parmi les experts car le système ABM peut être vu comme ce que les adversaires des Etats-Unis cherchent à dépasser, notamment via le développement d'armes hypersoniques dont la vitesse rendrait inopérante la défense ABM actuelle.

Plus largement, la *MDR* prône une intégration croissante du système ABM dans la réflexion stratégique américaine en soulignant que les Etats-Unis ne laisseront jamais des contraintes externes entraver le développement ou le déploiement de systèmes ABM jugés nécessaires à la protection de la population américaine.

Par ailleurs, un point très attendu était la question d'un possible passage à un paradigme de défense ABM orienté vers une menace ICBM massive émanant de la Russie et de la Chine. Une telle évolution aurait nécessité un changement radical d'ampleur de la stratégie ABM, posant des risques en matière de soutenabilité financière et de déséquilibre stratégique. La *MDR* ne franchit pas ce pas, et demeure



axée sur une menace limitée émanant d'Etats tels que l'Iran ou la Corée du Nord, tandis que c'est à la stratégie de dissuasion nucléaire qu'il revient toujours de jouer face à la Russie et la Chine.

Pour autant, le financement de ces programmes ambitieux est conditionné à l'aval du Congrès, ce qui va impliquer de difficiles arbitrages, alors que le montant du budget de la Défense pour l'année fiscale 2020 est loin d'être arrêté.

DONALD TRUMP AURAIT (A NOUVEAU) ENVISAGE UN RETRAIT AMERICAIN DE L'OTAN

Les craintes d'un potentiel retrait des Etats-Unis de l'Otan, déjà significatives parmi de nombreux Etats membres de l'Alliance, ont été ravivées par de récentes déclarations du président Trump. Le *New York Times* rapporte en effet des propos de hauts officiels de l'administration Trump selon lesquels le Président américain aurait émis à plusieurs reprises au cours de l'année 2018 sa volonté de voir les Etats-Unis quitter l'Otan.

Ce positionnement de Donald Trump à l'égard de l'Otan n'a rien d'une nouveauté, comme en ont témoigné les tensions autour du dernier sommet otanien en juillet dernier. Outre la méfiance inhérente du président Trump envers toute forme de multilatéralisme, l'Otan concentre ses critiques en raison de l'asymétrie objective de contribution au financement de l'organisation, que les présidents américains précédents avaient dénoncé, en termes plus diplomatiques. Le Président américain avait particulièrement critiqué la participation allemande, représentant environ 1% du Pib national, alors que l'économie du pays est florissante.

A cet égard, un point significatif à noter est le départ de James Mattis, dont le soutien maintes fois réaffirmé à l'Otan contribuait à rassurer les alliés des Etats-Unis. Or, sa démission puis son limogeage précoce peuvent être lus comme la disparition du filet de sécurité que représentait l'ancien secrétaire à la Défense.

De nombreux experts et anciens responsables de haut niveau ont pointé les conséquences géopolitiques très dommageables d'un retrait américain de l'Otan, qui porterait un coup de butoir majeur, si ce n'est fatal à l'organisation, ce dont ne pourraient que se féliciter les adversaires de l'Otan, au premier rang desquels la Russie de Vladimir Poutine. A ce titre, le regain de spéculation autour d'un possible retrait s'inscrit dans un contexte d'inquiétude des responsables de la sécurité nationale quant aux tentatives du président Trump de dissimuler le contenu de ses échanges avec le président Poutine, alors que les enquêtes sur de potentielles ingérences russes dans l'élection présidentielle de 2017 se poursuivent de plus belle. Le message envoyé aux alliés des Etats-Unis affaiblit d'autant la crédibilité du pays, déjà entamée par les nombreuses atteintes portées au multilatéralisme (retrait de l'accord de Paris sur le climat, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, décision unilatérale de retrait



de Syrie sans consultation des partenaires de la coalition, etc.)

Réagissant à l'article du *New York Times*, le président Trump a réaffirmé son plein soutien à l'Otan, mais en estimant que les autres Etats-membres devaient accroître leur participation au financement de l'organisation.

De leur côté, les parlementaires américains ont déposé un texte bipartisan visant à prévenir tout retrait des Etats-Unis de l'Otan par un président américain.

SYRIE : POINT DE SITUATION

Mercredi 16, une patrouille des forces américaines a fait l'objet d'une attaque meurtrière de Daech alors qu'elle évoluait dans la ville de Manbij, au nord de la Syrie et à la frontière avec la Turquie.

Deux militaires, un civil travaillant pour le Département de la Défense (agent de la *Defense Intelligence Agency*) et un contractuel américains ont été tués dans l'explosion. Trois autres soldats américains ont été blessés. En outre, l'Observatoire syrien des droits de l'homme a annoncé que neuf civils avaient été tués et d'autres blessés dans l'explosion. L'attentat a été revendiqué par Daech : d'après le groupe terroriste, l'un de ses militants a déclenché sa veste explosive. Des vidéos de surveillance montrent que l'explosion est provenue d'un bâtiment donnant sur une rue passante. D'autres vidéos ont montré un hélicoptère *Sikorsky S-92* évacuant des troupes américaines de la zone. Cet hélicoptère n'apparaît pas dans l'inventaire de l'armée américaine dans la zone et pourrait avoir été engagé par le Pentagone ou une autre agence gouvernementale.

L'attentat a eu lieu quelques jours seulement après que les États-Unis ont commencé à retirer une partie de leur équipement et de leurs forces du nord de la Syrie suite à l'annonce, un peu avant Noël, du retrait total des troupes en Syrie. Lors de cette annonce, Donald Trump avait expliqué que Daech était « défait » ; ses propos avaient été mis en doute nombre d'experts et de hauts responsables (notamment l'ancien secrétaire à la Défense James Mattis qui a présenté sa démission dans la foulée) qui maintenaient que, malgré la perte de l'essentiel de son emprise territoriale, l'organisation terroriste conservait une capacité d'action significative. Ils avaient prévenu depuis longtemps que cette perte de territoire entraînerait un retour à une stratégie insurrectionnelle.

Il serait vraisemblable d'imaginer que cet attentat, dans une zone censée être sous contrôle, pourrait compliquer le retrait des troupes américaines. En effet, il contredit de manière flagrante les affirmations du gouvernement concernant Daech : l'organisation est toujours une menace et capable d'attaques meurtrières.

Cependant, les propos tenus sur la défaite de l'organisation terroriste en décembre, ont été réitérés par le vice-président Mike Pence quelques temps après l'explosion à Manbij. Il a également réaffirmé la volonté de l'administration de retirer les troupes



selon le plan prévu -alors que d'autres auraient pensé que l'attaque remettrait en question ce retrait - tout en assurant que les Américains ne laisseraient pas les forces résiduelles de Daech se rétablir dans la région. Un sénateur républicain, Lindsey Graham, a exprimé son inquiétude lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères du Sénat mercredi : selon lui, l'annonce du retrait des troupes américaines a enhardi les militants de Daech et créé un vide et une inquiétude dangereux pour les alliés des Américains. Pour la député démocrate Elissa Slotkin, l'attaque témoigne de la capacité létale de l'organisation mais aussi de la position centrale et compliquée de Manbij dans la zone : cette ville est tenue par les forces kurdes et convoitée par la Turquie.

Du côté du Pentagone, mercredi, le Chef d'Etat-Major de l'*US Army*, le général Mark Milley a confirmé que les troupes américaines quitteraient la Syrie après la défaite au sol de Daech et qu'ils laisseraient le combat à leurs partenaires dans la région. Ces propos ont été tenus quelques heures après l'attaque à Manbij. Ils créent d'ailleurs un flou car Milley semble affirmer que Daech n'a pas encore été défait (contrairement aux propos de Trump ou Pence). Cependant, c'est la première fois qu'un général quatre étoiles a commenté de manière publique le plan de l'administration en ce qui concerne la Syrie. Les partenaires dans la région auxquels s'est référé Milley sont bien les pays de la coalition et non les Forces Démocratiques Syriennes comme cela avait été compris dans un premier temps : cet exemple montre bien que le langage choisi par le général est imprécis et témoigne du flou persistant autour de cette question du retrait.

Il convient cependant de noter une certaine intensification du nombre de frappes aériennes après la décision prise par l'administration Trump de retirer les troupes américaines de Syrie, prenant de court le Pentagone et les partenaires des États-Unis dans la région. D'après un bilan publié mardi dernier par le *CJTF-Operation Inherent Resolve*, l'*US Air Force* et les autres avions de la coalition ont effectué 1147 sorties et 575 frappes au Levant entre le 30 décembre et le 12 janvier. La coalition a également mené 19 sorties et 13 frappes en Irak sur la même période. Dans les deux semaines précédentes « seules » 1001 sorties et 469 frappes avaient été effectuées en Syrie et 14 sorties pour 9 frappes en Irak. De plus, ces deux dernières semaines, les avions de la coalition se sont engagés contre 385 unités tactiques de Daech en Syrie. Ils ont détruit 308 zones de transit, 220 postes de combat, 105 mortiers, missiles et systèmes d'artillerie, 57 routes de ravitaillement et 50 infrastructures servant à la fabrication d'engins explosifs et de voitures piégées.

SYRIE : DONALD TRUMP PROPOSE UNE ZONE TAMPON POUR PROTEGER LES KURDES:



Donald Trump a déclaré dimanche dernier sur Twitter que la création d'une zone tampon dans le nord de la Syrie pourrait protéger les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, et actuellement soutenues par les États-Unis, de la menace turque. Tout en mettant en garde Ankara contre ses velléités d'offensive, le Président américain a également réaffirmé son attachement au retrait prévu des 2 000 soldats américains déployés en Syrie, sans compromettre toutefois l'effort militaire engagé contre l'État islamique. Il est vrai que la Turquie avait de nouveau brandi la menace d'une offensive dans le nord-est de la Syrie, destinée à briser les unités des FDS à la suite de l'annonce du retrait américain le 19 décembre dernier. Le même jour, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a confirmé les propos de Donald Trump, arguant que le retrait des troupes américaines de Syrie représentait un simple « changement tactique », selon ses mots, qui ne modifiait en rien les grandes orientations de la politique des États-Unis dans la région, laquelle vise d'abord à infliger une défaite durable à Daech, tout en maintenant fermement une politique d'endiguement du régime iranien.

LES TALIBANS MENACENT DE METTRE FIN AUX DISCUSSIONS BILATERALES AVEC LES AMERICAINS

Le 15 janvier, les Talibans ont publié une déclaration dans laquelle ils menacent de mettre fin à leurs contacts avec les États-Unis alors que l'envoyé spécial de Washington, Zalmay Khalilzad, continue sa tournée régionale afin d'intensifier les efforts diplomatiques visant à mettre un point d'arrêt au long conflit qui ravage l'Afghanistan, avant que le président Trump ne mette un terme à l'engagement américain dans le pays, conformément à l'une de ses promesses de campagne. Plus tôt dans la journée, Khalilzad était arrivé à l'ambassade américaine à Kaboul après avoir visité l'Inde, les Emirats arabes unis et la Chine et avant de se rendre au Pakistan. Il devait rencontrer le président Ashraf Ghani, le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah et d'autres chefs politiques afin de discuter de la prochaine étape dans les efforts américains pour commencer le processus de paix par et pour les Afghans.

Les Talibans ont refusé à plusieurs reprises de rencontrer les représentants du gouvernement afghan. Selon la déclaration des insurgés, les Américains ont accepté lors des rencontres bilatérales de novembre un programme concernant deux points : premièrement le retrait des troupes étrangères et deuxièmement des garanties que l'Afghanistan ne serait plus utilisé comme il l'avait été par Al-Qaïda pour monter des opérations terroristes contre d'autres pays.

Or, la déclaration accuse les États-Unis de vouloir élargir ce programme, ce qui fait probablement référence aux demandes américaines invitant les Talibans à négocier directement avec le gouvernement afghan.



La veille de la déclaration, des rumeurs circulaient comme quoi le Pakistan avait arrêté Hafiz Mohibullah, un chef taliban, à Peshawar près de la frontière afghane. Les autorités talibanes ont confirmé l'information tout en précisant que Mohibullah, membre de la commission politique talibane basée au Pakistan, avait ensuite été relâché. Il avait également été à la tête de la commission militaire des Talibans et supervisait les opérations dans 18 provinces au nord et à l'est du pays.

LA DEFENSE INTELLIGENCE AGENCY MET EN GARDE CONTRE LA MONTEE EN PUISSANCE MILITAIRE DE LA CHINE

Pour la première fois, la *Defense Intelligence Agency (DLA)* a rendu public un rapport intitulé « *China Military Power -- Modernizing a Force to Fight and Win* » proposant une analyse d'ensemble de la stratégie politico-militaire de Pékin, un état des lieux de ses forces militaires dans les différents domaines (terre, air, mer, espace, cyber), en particulier au regard de l'entreprise de modernisation systématique et massive des capacités technologiques chinoises.

Au-delà des aspects technologiques déjà bien identifiés, ce rapport pointe le risque que les forces chinoises atteignent bientôt un niveau de confiance dans leur capacité opérationnelle qui rendrait beaucoup plus envisageable un recours du pouvoir politique à la force armée, tout particulièrement dans une approche locale et régionale. Ce sont donc Taiwan et les îles contestées de mer de Chine méridionale qui seraient directement concernées par cette confiance croissante qui jusqu'ici faisait défaut, l'armée chinoise tendant à se considérer comme en phase de développement. Plus précisément, la *DLA* estime que l'essentiel de l'effort de modernisation considérable de ses forces entrepris par Pékin est avant tout centré sur l'objectif stratégique que demeure Taiwan, considérée comme une province rebelle sécessionniste. Au plan technologique, la *DLA* appuie cette analyse sur l'importance accordée au développement de missiles balistiques de courte portée, dont l'utilité au-delà de la sphère locale apparaît restreinte. Jusqu'ici, il était assez largement admis que la Chine ne disposait pas de la formation, de la doctrine et du niveau de préparation opérationnelle suffisants pour envisager une invasion de l'île. Or, ce stade devient une perspective qui se rapproche, sans que la *DLA* ne se prononce sur un jalon temporel précis du fait de la difficulté à estimer ces paramètres. S'il devait être atteint, il complèterait la pièce manquante à l'appareil militaire chinois dont les capacités militaires, tant en termes quantitatifs que qualitatifs, confèreraient la possibilité matérielle de conduire une opération offensive contre Taipei.

Au-delà de Taiwan, la *DLA* pointe sans surprise la cristallisation de tensions autour des îles contestées de mer de Chine méridionale et la construction d'îles artificielles militarisées par Pékin, soulignant également l'extension des intérêts internationaux de Pékin, comme en témoigne la création d'une base militaire permanente à Djibouti.



Pour autant, l'analyse par la *DIA* de la modernisation des capacités militaires, mais aussi de la formation et de la préparation opérationnelle de ses forces par Pékin laisse indéniablement apparaître une volonté de peser sur la scène internationale au-delà des sphères locale et régionale.

Cet effort de modernisation, inspiré d'une observation attentive des opérations et capacités occidentales (importance des frappes de précision et des capacités de mobilité durant la guerre du Golfe notamment; scénarii d'entraînement à fort niveau de réalisme) vise d'abord à atteindre un niveau technologique équivalent avec les puissances occidentales, en particulier les Etats-Unis.

De manière symbolique, il se traduit par le lancement prévu pour 2019 du premier porte-avions de conception nationale (*Type 001A*), le développement du bombardier stratégique furtif à capacité nucléaire *H-20* ou la professionnalisation des forces terrestres.

Mais surtout, le rapport de l'agence américaine pointe les domaines technologiques où Pékin menace de surpasser les Etats-Unis, voire l'aurait déjà fait. Il s'agit principalement de l'armement hypersonique (conduisant le Pentagone à accroître significativement ses investissements dans le domaine), des capacités de frappe à haute précision, en particulier en matière d'IRBM (les Etats-Unis ayant accumulé du retard en la matière, notamment du fait du traité INF, dont le président Trump souhaite se retirer) et les capacités anti-satellite (brouilleurs, lasers, développement d'un système de missile antisatellite testé en juin 2014). L'importance majeure accordée par la Chine au cyber est également mise en exergue par la *DIA*, démontrant ainsi la portée d'ensemble de l'effort de modernisation des forces armées chinoises.

MER DE CHINE MERIDIONALE - EXERCICE CONJOINT AVEC LE JAPON

Les États-Unis et le Japon ont effectué un déploiement conjoint de deux jours cette semaine dans le sud de la mer de Chine, dans le cadre d'exercices de communication et de manœuvre. Les navires d'assaut amphibie *USS Wasp* et *USS Ashland*, de conserve avec le navire de transport amphibie *USS Green Bay*, ont pu naviguer avec le navire de transport amphibie *Kunsaki* de la marine japonaise d'autodéfense, d'après un communiqué de presse de l'*US Navy*. Ce déploiement s'inscrit dans le cadre de la centaine d'exercices bilatéraux et multilatéraux tenus chaque année par les unités de la Septième flotte américaine à laquelle appartient l'*USS Wasp*, et qui compte au total 70 à 80 bâtiments (dont des sous-marins), 140 aéronefs et environ 40 000 marins, pour couvrir un espace maritime d'une superficie de près de 48 millions de milles carrés.

GUAM - EXERCICE DE LUTTE ANTI-SOUS-MARINE AVEC



L'AUSTRALIE

Les armées américaines et australiennes mènent depuis le 14 janvier leur exercice annuel *Sea Dragon*. Cette année elles se sont concentrées sur le maintien de la liberté de navigation et de la libre circulation commerciale dans la région ainsi que sur la lutte anti sous-marine. L'exercice *Sea Dragon* doit commencer lundi à l'*Andersen Air Force Base* sur le territoire américain de Guam, souvent considéré comme une cible potentielle de la Chine ou la Corée du Nord dans le cas d'un conflit armé. L'exercice devrait durer 11 jours et témoigne une nouvelle fois de la volonté des États-Unis et leurs alliés d'assurer la liberté de navigation et de commerce dans la région, tout particulièrement en mer de Chine. Au cours de cet exercice, quatre avions de lutte anti-sous-marins *P-8A Poseidon* américains et un australien participeront aux opérations, soutenus par un centre d'opération tactique mobile.

VERS UNE REDEFINITION DES MISSIONS DES *NAVY SEALS* ?

Ces 20 dernières années, les *Navy Seals*, unités emblématiques des forces spéciales américaines, ont essentiellement participé à des conflits dans des régions désertiques (Levant, Afghanistan). Aujourd'hui, l'*US Navy* bat le rappel des troupes alors que les États-Unis se préparent à faire face à des menaces de la part de la Chine et la Russie. La *Navy* incorpore désormais systématiquement ses d'unités d'élite dans ses calculs stratégiques relatifs à chaque scénario potentiel, allant d'un conflit de haute intensité avec la Chine ou la Russie à un de moindre intensité avec l'Iran ou la Corée du Nord. Ce mouvement rapprochant les *Navy Seals* du reste de la marine a commencé sous le commandement du *Rear Admiral* Brian Losey à la tête du *Naval Special Warfare Command* avant son départ à la retraite en 2016. L'effort n'a fait que croître sous les commandements suivants. Aujourd'hui, « nous les incluons dans nos exercices, nos jeux de guerre, nos exercice de simulation » affirme l'amiral Bill Moran, *Vice Chief of Naval Operations*. Il y a même des éléments qui indiquent que les *SEALS* pourraient être projeté dans des environnements similaires à ceux en mer de Chine. Ainsi, les *SEALS* cherchent à tripler la durée de l'entraînement effectué dans les îles hawaïennes. Le nombre d'entraînements dans cet environnement pourrait alors passer de 110 à 330 par an.

Point critique, la forte mobilisation de ces unités pèse énormément sur les hommes, créant de nombreux problèmes (drogues, suicides, crimes de guerre donnant lieu à de nombreuses procédures judiciaires) auxquels la *Navy* essaie de faire face.

L'US *NAVY* ENTEND CREER UNE FLOTTE DE DRONES NAVALS



Face à la montée en puissance de l'investissement de Pékin et Moscou en matière de systèmes A2/AD, le commandement de l'*US Navy* entend se tourner vers le domaine des systèmes autonomes. L'enjeu serait de passer d'un modèle de flotte axé sur de grands navires puissants et d'une grande complexité technologique, mais extrêmement onéreux à construire, entretenir et moderniser, à l'instar des destroyers de classe *Arleigh Burke*, à un modèle faisant davantage de place à des plateformes plus petites, souples et moins coûteuses. Cette dynamique irait à contre-courant de la priorité jusqu'ici accordée aux grands navires de surface capables de remplir des missions de présence en temps de paix tout en disposant de la puissance de feu pour se défendre et faire de la projection de puissance dans un environnement fortement contesté.

A cette fin, la *Navy* s'apprêterait à lancer une demande d'information auprès des industriels articulée autour de deux types de navires autonomes : premièrement un navire de taille intermédiaire principalement doté de capteurs sur le modèle du *Sea Hunter* développé par la *DARPA*, et deuxièmement, un navire de premier rang doté de capteurs et d'armement, projet d'une échelle jamais atteinte.

Le développement de cette flotte de navires-robots s'inscrit dans la vision d'une nouvelle structure de la *Navy*, approuvée par le *Joint Chiefs of Staff*, selon laquelle les navires autonomes relèveraient, en termes de contrôle et de commandement, des grands navires de surface qui continueront à constituer l'armature de la flotte, à savoir les frégates et les « *large surface combatants* » destinés à remplacer à la fois les destroyers de classe *Arleigh Burke* et les croiseurs de classe *Ticonderoga*. L'ensemble des navires autonomes, dotés de capacités différentes, serait intégré dans le cadre d'un système de combat commun permettant de mutualiser les coûts et d'harmoniser et faciliter la formation des personnels en charge de leur mise en œuvre.

Ce plan pourrait s'inscrire dans le cadre de la réflexion entreprise par la *Navy* autour du concept de « *distributed maritime operations* ». Ce dernier, sur lequel peu d'informations sont disponibles, vise à disperser et à détourner les moyens ISR ennemis, avec la Chine en ligne de mire, en démultipliant le nombre de plateformes déployées. Une autre facette importante serait d'armer la majorité des plateformes de la *Navy* de missiles antinavires dans une optique de « létalité distribuée » afin de compliquer la tâche et d'accroître les possibilités de frappe à l'égard des forces navales chinoises. En conséquence, l'un des enjeux pour la *Navy* sera de renforcer significativement l'interopérabilité entre les différents navires, drones et aéronefs dans une approche réticulaire globale.

SOUTIEN FINANCIER DIRECT DU PENTAGONE AUX ENTREPRISES AMERICAINES FABRIQUANT DES BOMBES

D'après le site d'information *Defense News*, Donald Trump aurait approuvé un



investissement direct visant à lever des fonds fédéraux destinés à soutenir les fabricants américains de composants et produits chimiques entrant dans la construction de bombes. Cet investissement représenterait une somme de 250 millions de dollars, en provenance du Pentagone. La somme engagée vise à corriger les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement dans un contexte de consommation soutenue de munitions par les avions américains, au Levant comme en Afrique. En vertu de la loi sur la production de matériel de défense, le gouvernement doit davantage se tourner vers les fournisseurs nationaux, afin de renforcer un sous-secteur industriel de défense jugé trop faible aujourd'hui. C'est également une façon de diminuer à terme la dépendance de l'armée américaine à l'endroit des exportateurs étrangers implantés dans le marché américain.



AMERIQUE LATINE

ARGENTINE : FONDS SUPPLEMENTAIRES POUR LES OPERATIONS EXTERIEURES

Le ministère de la Défense autorise de nouveaux fonds pour permettre la participation des forces armées argentines à près de 18 exercices binationaux et 15 exercices multinationaux. Parmi les différentes missions futures probables, la Marine argentine participera à un exercice de l'ONU dans les eaux brésiliennes. Le *Plan Inalaf* envisage des déploiements d'hélicoptères et des débarquements de matériel et véhicules au Chili. Est également prévu l'exercice *Gringo Gaucho* qui consiste à l'entraînement des forces navales aux côtés d'un porte-avions nord-américain. Le *Plan Panamax* sera axé sur la gestion de crise et des missions de surveillance dans l'espace maritime panaméen en coopération avec les Etats-Unis. Le *Sarex* sera un exercice où un navire marchand sera artificiellement coulé au large de l'Uruguay. Le *Sar Sub* prévoit des entraînements conjoints avec le Brésil.

BOLIVIE : ROMULO LUIS DELGADO RIVAS A LA TETE DE LA POLICE NATIONALE

Le colonel Romulo Luis Delgado Rivas a été investi le 24 décembre dernier comme commandant général de la Police nationale en remplacement du général Faustino Mendoza. La cérémonie d'investiture a réuni le président Evo Morales, le ministre Carlos Romero et le vice-président Alvaro Garcia Linera. Evo Morales a rappelé les efforts de la Police contre le narcotrafic, la délinquance et pour la sécurité des citoyens boliviens. Le colonel Delgado Rivas a souligné le maintien du *Plan BOL 110* pour le “ *bien vivre* ” national. Il a exprimé son ambition pour l'amélioration des forces de police nationales.

MEXIQUE : LE CONGRES APPROUVE LE PROJET DE GARDE NATIONALE

Depuis le début du mandat présidentiel d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), l'héritage du *PRI* est mis en cause. Ainsi, le Président nouvellement investi veut supprimer la *Police Fédérale* jugée incompétente et corrompue pour lui substituer une *Garde Nationale*, sur le modèle nord-américain. Sa proposition a été soumise au Congrès mexicain où les députés ont finalement accepté le projet d'*AMLO*. En



réalité, ce projet pose le problème de forces armées dans les rues d'un pays déjà marqué par une militarisation importante. Pour répondre à cette inquiétude, la *Guardia Nacional* aura un commandement hybride à la fois civil et militaire. Elle devra répondre aux défis sécuritaires qui continuent de marquer le Mexique.

PANAMA : LA COOPERATION AVEC LE *SOUTHCOM* SALUEE PAR WASHINGTON

Le *Commandement Sud (Southcom)* des Etats-Unis dédié à la zone latino-américaine a reconnu la contribution du Panama dans la lutte contre le narcotrafic. C'est dans ce cadre que le Président panaméen Juan Carlos Varela et le commandant de la *Task Force Conjointe Interagence Sud (Jiatf-S)*, l'amiral Craig Faller se sont accordés pour renforcer les programmes de coopération entre les deux pays dans le cadre du compromis du Panama. A cette occasion, Juan Carlos Varela a reçu un rapport des autorités nord-américaines sur le crime organisé et le narcotrafic en Amérique Centrale ainsi que les opérations nord-américaines dans cette région et le bilan des actions panaméennes. Le Président panaméen accompagné d'officiers militaires et civils a également eu une réunion avec des responsables de 20 pays différents sur la coopération stratégique et militaire dans la région.

EL SALVADOR : NOMINATIONS ET PROMOTIONS A L'ORDRE DU JOUR

Le général de brigade José Mario Blanco Hernandez a été nommé sous-chef de l'Etat-Major Général de l'Armée. Ont suivi d'autres nouvelles nominations à l'ordre du jour 2019. Le colonel d'infanterie Juan Fernando Molina Membreno est devenu chef de la Direction Générale du Recrutement et Réserve de la Force Armée. Le colonel du génie Fabricio Ernesto Roque Viana pris la tête de la Bibliothèque Générale de la Force Armée. Les colonels Raul Esteben Alvarado Cornejo, Juan de Jesus Guzman Morales, José Roberto Saleh Orellana, José Mario Blanco Hernandez et Enrique Antonio Acosta Bonilla ont reçu le grade de général de brigade.

BRESIL : AVEC L'ELECTION DE BOLSONARO, LE CONE SUD EST A "DROITE"

L'investiture de Jair Bolsonaro comme Président du Brésil confirme le virage du Cône Sud où Mauricio Macri (Argentine) et Sebastian Pinera (Chili) sont également des chefs d'Etat de droite. Cela peut sembler paradoxal dans une région marquée dans les années 1970 et 1980 par des régimes autoritaires et militaires. En réalité, la



vague progressiste des années 2000 2010 avec Michelle Bachelet, les Kirchner, Lula et Dilma Rousseff n'a pas réussi à répondre aux attentes sociales, politiques et économiques des populations. En outre, des problèmes divers tels que des cas de corruption (*Lava Jato* et *Odebrecht*), la hausse de l'insécurité (Brésil) ou l'inflation en Argentine se posent actuellement.

C'est dans ce cadre que le président brésilien a salué son homologue argentin et annoncé sa visite dans le pays voisin très prochainement. Au delà des remous suscités par la campagne électorale et sa victoire présidentielle, il semble donc que Buenos Aires soit disposé à s'entendre -un minimum- avec Brasilia. Il s'est également rapproché du président chilien Sebastian Pinera avec qui il partage le même bord politique de droite. A titre d'exemple, les trois s'entendent unanimement pour condamner la dérive du régime chaviste au Venezuela et le nouveau mandat présidentiel de Nicolas Maduro.

Face au rôle des Forces Armées nationales, les trois pays se rapprochent puisque l'Argentine et le Chili ont déjà revu la place de leurs forces armées dans les sociétés nationales alors que le programme de Bolsonaro est favorable à l'implication importante des armées. Cela peut paraître paradoxal vu l'implication antérieure des armées dans la vie politique des trois pays (coups d'Etat de 1964, 1973, 1976) mais cette réalité correspond en réalité à l'évolution actuelle de la vision à l'égard des forces armées, vues désormais comme un certain garant de la sécurité nationale. L'attitude à l'égard des Etats Unis est également nouvelle puisque les trois nations sud américaines oscillent entre la coopération tacite, la volonté d'accord voire la proximité idéologique (Brésil).

Malgré ces ressemblances entre Santiago, Buenos Aires et Brasilia, des divergences certaines existent entre, d'une part le Chili et l'Argentine, et d'autre part le Brésil. Si Bolsonaro est vu sur une ligne libérale -économique- conservatrice -social-, les deux autres chefs d'Etat sont associés à une vision relativement libérale de la société -avortement- mais assez conservatrice économiquement. D'autre part, ils ne partagent le caractère polémique du nouveau Président brésilien. Notons pour conclure que le Paraguay, la Colombie et le Pérou sont également marqués à droite et s'opposent au mandat de Maduro.



ASIE – PACIFIQUE

JAPON – RUSSIE : LA RUSSIE A RAPPELE AU JAPON SES CONDITIONS POUR UN RAPPROCHEMENT NIPPO-RUSSE EN AMONT DU SOMMET ABE-POUTINE

Le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a annoncé lundi dernier que toute discussion sur le rapprochement nippo-russe devrait être précédée de la reconnaissance par Tokyo de l'appartenance à la Russie des quatre îles Kouriles saisies par l'URSS dans les derniers jours de la Seconde guerre mondiale et revendiquées par le Japon depuis. Cette déclaration a été faite à l'issue d'une rencontre avec son homologue japonais Taro Kono, prévue afin de préparer le terrain pour la visite officielle de Shinzo Abe attendu à Moscou dès le 22 janvier. Quelques jours plus tard, Sergueï Lavrov s'est défendu d'imposer un ultimatum à Tokyo et a précisé que « ce ne sont pas des conditions préalables, simplement un effort pour comprendre pourquoi le Japon est le seul pays au monde qui ne peut pas dire : "J'accepte les résultats de la Seconde guerre mondiale dans leur totalité" ». Malgré l'optimisme qu'a pu afficher le Premier ministre japonais ces derniers mois, les perspectives d'une avancée notable vers plus de coopération entre les deux pays et d'un éventuel traité de paix semblent donc minces.

CHINE – ETATS-UNIS : EN CHINE, LE RAPPORT DU PENTAGONE SUR LA STRATEGIE DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION (APL) VIVEMENT CRITIQUE

Dans un effort pour mettre au clair les capacités réelles de l'APL, l'Agence du renseignement de la défense américaine (Defense Intelligence Agency ou DIA) a publié mardi un rapport d'une centaine de pages décrivant la montée en puissance militaire chinoise. Le document fait état d'une armée dont la modernisation est planifiée dans tous les domaines et qui a investi des secteurs de pointe, tels que l'espace ou le spectre électromagnétique, afin de faire entendre la voix de Pékin sur la scène internationale et de s'imposer sur la scène régionale. Pour ce faire, au-delà d'un budget conséquent mais bien inférieur à celui des Etats-Unis, la Chine a bénéficié d'un effet de rattrapage en se passant de la phase de R&D pour adopter directement les meilleures technologies. Celles-ci ont ainsi pu être obtenues, selon la DIA, par l'achat, l'appropriation ou le vol de propriété intellectuelle. Prévenir l'indépendance de Taïwan est décrit comme étant le moteur initial de cette modernisation qui s'est également traduite par des effets déstabilisateurs pour la sécurité régionale. La DIA souligne enfin qu'entre la construction d'un porte avion supplémentaire, la participation de l'APL aux opérations de maintien de la paix de



l'ONU ou l'initiative des nouvelles routes de la soie, la présence chinoise en dehors de l'Asie est amenée à s'affirmer durablement, parfois à l'encontre des intérêts américains. Le lendemain de la publication de ce rapport, le ministère des Affaires étrangères chinois a dénoncé un document qui, « en ignorant les faits », formule des hypothèses reposant sur « une mentalité de guerre froide et d'un jeu à sommes nulles ». Le porte-parole du ministère a aussi rappelé que la question de Taïwan relevait de la politique intérieure chinoise et ne concernait donc pas les Etats-Unis. La critique la plus acerbe vient cependant d'un expert militaire anonyme, cité dans le quotidien chinois Global Times, qui s'indigne que les Etats-Unis traitent le développement militaire chinois comme une menace « alors que les faits montrent que la Chine n'utilise jamais ses moyens militaires pour résoudre ses conflits, tandis que les Etats-Unis lancent continuellement des interventions et des opérations à l'étranger ».



EUROPE

France – Commande de 28 Rafale pour 2 milliards d’euros

« D’ici 2024, 28 Rafale supplémentaires seront livrés ; en 2023, 30 nouveaux seront commandés » selon ce qu’a déclaré sur Twitter le ministère des Armées. Le nouveau modèle, nommé « Standard F4 » pourra notamment emporter des missiles A2SM de 1 000 kg. La loi de programmation militaire annonçait la livraison de 28 appareils entre 2019 et 2025 ; nous savons désormais que le contrat sera honoré en deux étapes de livraison, l’une en 2022 et l’autre en 2024. A ce jour, 144 avions ont été commandés par des pays étrangers ; avec cette nouvelle commande, la France tente donc de s’assurer que Dassault demeurera compétitive à l’export.

France/Mali – Des frappes aériennes éliminent une vingtaine de djihadistes

Une vingtaine de djihadistes ont été tués, blessés ou capturés à l’occasion d’opérations conjointes avec les forces maliennes. Celles-ci ont été conduites par le groupement tactique désert (GTD) Picardie, appuyées par des hélicoptères du groupement tactique désert aérocombat (GTD-A), des groupements de commandos de montagne et parachutistes, ainsi que des Mirage 2000 et un Atlantique 2, soutenus par un drone Reaper.

Dans la nuit du 4 au 5 janvier, puis du 8 au 9 janvier, deux opérations ont été initiées dans la forêt de Serma, au Sud de Tombouctou. Une dizaine de terroristes a alors été neutralisée, mais plus encore, du renseignement a été collecté.

Le 10 janvier, ces renseignements ont permis aux forces françaises de conduire une troisième opération, cette fois-ci dans la zone de Dialoubé, au Nord de Mopti, qui s’est soldée par la neutralisation d’une quinzaine de djihadistes. Selon le site opex 360, on sait que la katiba qui a fait l’objet de l’attaque est composée de combattants peuls, affiliés au GSIM. On ignore l’identité de son chef, quoi qu’un de ses cadres ait été capturé.

Union européenne – Lancement du projet AI4EU sur l’intelligence artificielle

Le lancement du projet AI4EU (Artificial Intelligence for European Union) porté par la Commission européenne, a eu lieu le 10 janvier dernier à Barcelone. Piloté par Thales, ce projet doit permettre à l’Europe de fédérer une communauté de l’intelligence artificielle et de développer des projets en commun. Si ces applications ne sont pas seulement - loin de là - dans le domaine militaire, sans doute des initiatives



émergeront-elles dans ce secteur. Le projet AI4EU s'inscrit dans une architecture plus large de mutualisation des moyens et de renforcement des investissements européens en matière d'intelligence artificielle ; [un plan rendu public en avril dernier demandait par exemple 20 milliards d'euros d'investissements publics et privés d'ici 2020.](#)

France / Etats-Unis – La DARPA confie à Airbus le contrat de développement d'une plate-forme pour les petits satellites du programme Blackjack

Selon un communiqué en date du 14 janvier 2014, Airbus Defense and Space (ADS, filiale du groupe Airbus) se voit confier par la DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency, rattachée au département de la Défense des Etats-Unis et chargée du développement de nouvelles technologies à des fins militaires) le contrat de développement d'une plate-forme pour les petits satellites du programme Blackjack.

Ce programme Blackjack est décrit par la DARPA comme « un prototype d'architecture destiné à démontrer l'utilité militaire des constellations globales en orbite basse et des réseaux maillés de faibles taille, poids et coût ». Le contrat remporté par Airbus prévoit « l'acquisition de bus de satellites commerciaux pour les équiper de capteurs et charges utiles militaires ».

Le Directeur des Programmes spatiaux américains au sein d'Airbus Defense and Space a déclaré : « Airbus a déjà co-investi plusieurs centaines de millions de dollars dans la technologie de production en grande série et la gestion de la chaîne logistique et d'approvisionnement pour construire de grandes constellations de petits satellites ». Il a ajouté : « Airbus s'est engagé à augmenter ses capacités industrielles aux Etats-Unis, de sorte que nos clients gouvernementaux puissent profiter de ce levier commercial pour développer des constellations en orbite basse, en complément des grands systèmes existants. » Le communiqué du groupe ajoute que ce nouveau contrat pour Airbus lui permettra, ainsi que son partenaire OneWeb Satellites, de devenir des prestataires de services « de premier plan pour le programme Blackjack ». Comme le souligne le site opex360, ce partenariat avec Oneweb Satellites a sans doute été déterminant dans l'obtention du contrat par la filiale d'Airbus. En effet, Oneweb Satellites propose des solutions de constellations à faibles coûts au gouvernement américain, entre autres.

PROCHE & MOYEN ORIENT



SYRIE: LA SITUATION SE COMPLIQUE A MANBIJ

Ce mercredi 16 janvier, la ville de Manbij au nord de la Syrie a été le théâtre d'un attentat meurtrier. L'attaque suicide, revendiquée par Daech, a provoqué la mort de plus d'une dizaine de personnes, dont deux soldats américains, un civil du Pentagone et un contractant privé. Ces quatre victimes portent à six le nombre de pertes enregistré par les Etats-Unis en Syrie depuis le début de leur intervention dans ce pays. Cet attentat kamikaze souligne bien la précarité sécuritaire de la région. En effet, cet événement vient rappeler la menace persistante de groupes non-étatiques alors même que la présidence américaine se félicitait il y a encore peu de la proche neutralisation de Daech en Syrie. L'attaque montre que des cellules clandestines sont encore capable d'opérer dans le Nord de la Syrie. Le risque insurrectionnel est donc bien présent, alors que les forces américaines ont commencé leur retrait et que leurs alliés occidentaux se questionnent de plus en plus sur la viabilité de leurs propres déploiements après celui-ci. De surcroît, la localité de Manbij représente aussi le centre de gravité de la crise turquo-kurde.

LIBAN: LE RETRAIT SYRIEN INQUIETE, L'ALLIE AMERICAIN RASSURE

Dimanche 13 janvier, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politiques, David Hale, ancien ambassadeur américain au Liban, a rencontré le commandant en chef de l'armée libanaise, le général Joseph Aoun et le directeur de la Sûreté Générale, Abbas Ibrahim. Les deux officiels libanais ont ainsi pu discuter avec lui de la situation sécuritaire actuelle du pays. La question du retrait américain de Syrie inquiète le gouvernement libanais, dont les forces bénéficient de l'aide et de l'entraînement des troupes américaines. Le secrétaire d'Etat adjoint a donc précisé que le retrait syrien ne signifiait pas un désengagement américain du Moyen-Orient, mais simplement un changement de tactique. Cette volonté de rassurer l'allié libanais s'inscrit dans un contexte sécuritaire particulièrement sensible pour ce dernier. En effet, le Sud-Liban est actuellement le théâtre de tensions avec Israël sur fond de découverte et de neutralisation de tunnels par Tsahal, alors que le nord et l'est du pays sont en contact avec la Syrie. La porosité des frontières avait permis à des groupes armés, profitant du désordre syrien et des fragilités du pouvoir libanais, de transiter entre les deux pays et de s'installer notamment dans la plaine de la Békaa. Des opérations militaires, menées par le Hezbollah et l'armée libanaise, avaient pu repousser les infiltrations en



territoire libanais, mais des cellules dormantes ont persisté. La Sûreté Générale a ainsi annoncé mercredi 9 janvier avoir démantelé à Ersal, dans cette même région, une cellule terroriste composée de 3 Syriens, affiliés à Daech, qui préparait des attentats.

ÉGYPTE: MIKE POMPEO AU CAIRE - LE « NOUVEAU DEPART » DE LA POLITIQUE ETATS-UNIENNE AU MOYEN-ORIENT?

Le 10 janvier, Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain, a exposé la stratégie états-unienne au Moyen-Orient. Alors que le retrait militaire de Syrie et la démission du secrétaire de la Défense Jim Mattis suscitent des interrogations parmi leurs alliés, Mike Pompeo a entrepris une tournée diplomatique dans la région.

Se plaçant à contre pied du discours du Caire de Barack Obama prononcé à l'université du Caire en 2009, Mike Pompeo a tenté de clarifier la politique américaine du gouvernement Trump. Depuis l'Université Américaine, il a insisté sur la nécessité d'une union des forces régionales contre Téhéran et a rendu l'ancien président responsable du chaos actuel. L'Iran et la politique régionale de l'administration Obama ont été les cibles et sujets majeurs de ce discours où peu d'annonces concrètes ont été formulées. La création d'une alliance militaro-stratégique entre Israël et des pays arabes contre l'Iran est l'une des priorités soulignées par Mike Pompeo.

TURQUIE-ETATS-UNIS: A LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION A LA FRONTIERE SYRIENNE

Le 14 janvier, le président de la république de Turquie, Recep Tayyip Erdoğan a annoncé la création d'une zone tampon, appelée par les Turcs "zone de sécurité" (Güvenlik bölgesi), le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie. Cette frontière est longue d'environ 900 km et la zone aurait une profondeur de 30 km environ.

Cette décision a été prise dans le cadre de l'annonce du retrait américain de Syrie, qui bouleverserait les équilibres de puissance dans le Nord du pays, et pourrait mener à un face-à-face meurtrier entre Kurdes et Turcs. Les présidents Turcs et Américains se sont officiellement échangés de nombreux appels téléphoniques, à la suite desquels le choix de cette zone tampon a été retenu. Cependant, un tweet agressif de Donald Trump à l'égard de l'économie turque aurait précipité la décision.



Si l'accord sur ce choix est, selon le président Erdoğan, "historique", la création d'une zone tampon s'inscrit dans une longue série. En effet, depuis le début de la guerre en Syrie, Ankara réclamait la création de telles zones de sécurité afin de faciliter la gestion des flux de réfugiés vers la Turquie. Par ailleurs, l'idée de cette zone tampon ne peut que faire écho aux accords d'Idlib de septembre 2018.

IRAN-ISRAËL: ESCALADE MILITAIRE EN SYRIE ET GUERRE DES MOTS

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a reconnu pour la première fois le 13 Janvier qu'Israël a mené des frappes contre les forces iraniennes et celles soutenues par l'Iran à l'intérieur de la Syrie. « Nous avons travaillé avec un succès impressionnant pour bloquer l'assise militaire de l'Iran en Syrie », a déclaré M. Netanyahu lors d'une réunion du cabinet. Il a ajouté qu'Israël avait procédé à « des centaines de frappes », affirmant qu'il venait de cibler des entrepôts présumés iraniens et des cibles iraniennes à l'aéroport international de Damas. Il a aussi réaffirmé qu'Israël continuerait ces frappes aussi longtemps qu'il resterait une présence iranienne en Syrie.

La réponse de l'Iran à ces attaques a été la plupart du temps le silence. À l'exception de la frappe qui avait tué en 2015 Mohammad Ali Allahdadi, commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique, aux côtés de Jihad Mughniyeh, ancien commandant militaire du Hezbollah, l'Iran ne divulgue pas beaucoup d'informations ou ne réagit pas de manière visible aux attaques présumées israéliennes. Cependant, les récents commentaires de Netanyahu ont changé la donne. Mohammad Ali Jafari, chef du Corps des gardiens de la révolution islamique, a répondu à la déclaration de Netanyahu déclarant le 16 janvier que tous les conseillers militaires et révolutionnaires, ainsi que l'équipement et les armes envoyés pour soutenir les groupes syriens seront protégés.



RUSSIE

DESTRUCTION PROGRAMMEE DU SATELLITE KOSMOS 2340

Le 10 janvier 2019, l'agence de presse russe TASS a annoncé que le satellite militaire russe Kosmos 2340 a pris feu, dans le cadre d'une opération menée par les forces spatiales russes. Ce satellite mis sur orbite en octobre 2007 faisait partie du système d'alerte précoce Oko pour la surveillance des lancements de missiles balistiques intercontinentaux américains. Devant son obsolescence avancée, les forces spatiales russes l'ont désorbité le 5 janvier, et ont contrôlé sa descente. Il a pris feu dans l'atmosphère, et est tombé dans l'océan Atlantique. Les Etats Unis avaient également publié des informations sur la descente de l'appareil (notamment le NORAD, commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord). La Russie ne se retrouve cependant pas démunie, dans la mesure où depuis 2015, un autre système, avec les satellites Toundra, effectue cette surveillance, outil russe essentiel de la dissuasion nucléaire.

RUSSIE- FNI : ACCENTUATION DES PRESSIONS A L'EGARD DE MOSCOU SUR LA QUESTION DU TRAITE FNI.

Dans le cadre des enjeux autour du Traité sur les Forces Nucléaires de Portée Intermédiaire, la Sous-Secrétaire d'Etat américaine en charge du contrôle des armements et des affaires de sécurité internationale, Andrea Thompson, ainsi que l'Allemagne ont sommé la Russie de détruire l'arsenal de missile 9M729 Novator.

Moscou continue de se défendre face aux accusations de l'OTAN et de l'Union européenne, estimant que le Novator a une portée de 500 km, et qu'il se situe donc au seuil du champ d'application du Traité.

Dans les faits, elle doit fournir à Washington, qui menace de se retirer de ses engagements, des éléments de preuves permettant un contrôle de conformité du matériel aux termes du traité.

Ainsi le 15 Janvier s'est tenue à Genève une conférence sur le désarmement, réunissant diplomates russes et américains. Cette rencontre devait permettre de maintenir le dialogue entre les deux Etats et être porteuse de solutions afin de pérenniser l'avenir du traité.

Les russes espéraient y entrevoir la volonté américaine de se maintenir au sein du Traité, dans un souci de réalisme politique et de maintien de l'architecture de sécurité. Quant aux Américains, ils espéraient obtenir des éléments de clarifications russes



venant infirmer que le missile ne viole pas les termes de ce dernier, ou en confirmer la violation. En effet, au regard du développement par la Chine de missiles stratégiques, en marge de tout traité, le retrait américain trouve une part de sa justification dans la menace que fait peser la Chine sur l'architecture de sécurité internationale, et sur ses craintes d'observer Pékin prendre l'ascendant technologique sur du court et moyen terme. Ainsi, la raison de l'ultimatum lancé à Moscou, celui du maintien américain dans le traité à la condition de la clarification de la position russe s'en trouve quelque peu remis en question.

Sergueï Riabkov a déclaré que la Russie mettrait en place une série de mesures autour du missile Novator, afin d'entériner les suspicions transatlantiques sur la violation du traité FNI, réaffirmant la volonté russe d'assurer la survie de ce traité phare sur la maîtrise des armements.

Cette déclaration d'intention a été jugée insuffisante par Andrea Thompson, estimant que Moscou continue de violer de façon claire ses engagements et qu'elle « doit détruire son arsenal de missile non conforme ».

L'Allemagne, quant à elle s'est montrée tout aussi ferme sur la destruction de ses missiles, estimant intolérable leur déploiement sur le sol européen.

Soucieuse de l'avenir du traité FNI pour la sécurité européenne, elle considère que la balle est dans le camps des russes, érigés en garants de la viabilité du traité, ou en responsable de sa potentielle désuétude.

MER D'AZOV : LA RUSSIE ACCEPTE UNE SUPERVISION DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE

Deux mois après les incidents survenus en mer d'Azov, le trafic maritime a repris dans le détroit de Kertch. Les relations russo-ukrainiennes restent toutefois tendues alors que les marins ukrainiens se trouvant à bord des navires arraisonnés par Moscou sont toujours emprisonnés. La chancelière allemande, rapidement consultée et entendue par Vladimir Poutine suite aux événements, a proposé l'envoi d'observateurs allemands dans le détroit. Le 19 janvier, après la visite de la ministre des affaires étrangères allemande à Moscou, son homologue russe Sergueï Lavrov a annoncé que son pays avait accepté la proposition, de même que la venue d'observateurs français dans la zone. La présence d'observateurs étrangers pourrait permettre d'éviter une escalade du conflit, sans toutefois garantir la libération des marins ukrainiens, dont la détention vient d'être prolongée jusqu'en avril par le Kremlin. Kiev a d'ailleurs estimé que l'envoi d'observateurs français et allemands n'était pas suffisant. Au lendemain des incidents, le pays avait en effet exigé des Occidentaux qu'ils assignent des observateurs sur leurs navires militaires, afin de les aider à entrer en mer d'Azov. En outre, le chef d'état ukrainien avait aussi demandé



aux forces de l'OTAN de venir stationner au large de la Crimée. Seuls quelques navires britanniques et américains ont effectué des patrouilles.

LA RUSSIE DEPLOIE DES DRONES SUR SA BASE AU TADJIKISTAN

Le service de presse du district militaire central Russie a annoncé, ce lundi 14 janvier, qu'un nouveau bataillon de drones allait rejoindre la 201^{ème} base militaire russe, déployée au Tadjikistan.

La base recevra des appareils courte ("Orlan-10", "Leer-3", "Aileron", "Granat" et "Tachyon") et longue portée ("Forpost").

D'après le district central, les drones auront pour mission d'améliorer la précision des tir d'artillerie et des chars de la base, mais aussi d'effectuer des missions de renseignement.

La 201^{ème} base militaire russe déployée à Douchanbé et Bokhara après un accord bilatéral passé en 2012, devrait s'y trouver jusqu'en 2042.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric